

Le Monde 7.7.98
**Un capitalisme
de transition**

DANS le secteur financier, le gouvernement français privatise et réforme d'une manière tout à fait singulière : en développant le mutualisme ou les coopératives. Après avoir vendu le groupe bancaire CIC au Crédit mutuel, il a décidé, la semaine dernière, la cession du GAN, le dernier assureur public généraliste, à Groupama, l'héritier des mutuelles agricoles. Il envisage par ailleurs de transformer les Caisses d'épargne en coopératives et de les organiser en suivant le schéma retenu par le Crédit agricole, lui aussi mutualiste et première banque française.

La méthode ne plaît guère aux groupes cotés en Bourse, qui redoutent ces « animaux » particuliers que sont les mutualistes dans la sphère économique : leur capital n'est pas détenu par des actionnaires, mais par des sociétaires qui n'exigent pas la même rentabilité que des sicav ou des caisses de retraite... Leurs dirigeants ne sont pas menacés d'être débarqués par des propriétaires mécontents, puisqu'ils fonctionnent sur le principe « un homme, une voix », de manière très décentralisée. Surtout, ils bénéficient souvent de privilèges, en particulier dans le secteur bancaire.

Cette approche a, en revanche,

l'heur de plaire aux salariés, qui voient dans les groupes mutualistes un pôle de stabilité pour l'emploi. Surtout, elle permet de maintenir en France, dans les mains d'intérêts hexagonaux, le capital des entreprises dont l'Etat se sépare. Les groupes mutualistes, non cotés, ne sont pas opéables et peuvent s'accorder du temps pour mener à bien leurs restructurations sans être sous la menace d'une société étrangère plus riche, plus rentable, mieux notée par la Bourse et prête à les absorber à la première faute.

Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, l'a bien compris et n'hésite pas à faire passer les entreprises privatisées dans ce « sas » mutualiste, développant un capitalisme de transition, une étape intermédiaire entre le giron de l'Etat - dont les entreprises, dans le secteur financier, sortent souvent exsangues - et la logique de marché pure et dure. Il le fait toutefois davantage par nécessité politique que par choix.

*Sophie Fay
et Pascale Santi*

Lire la suite page 13

IS 1^{ER}

2.00

MENT
LIRE

Un capitalisme de transition

Suite de la première page

Pour réussir une privatisation en France, il faut en effet concilier l'inconciliable, surtout pour un gouvernement de gauche soutenu par une majorité « plurielle ». Celui-ci veut naturellement éviter de contrarier ses partenaires politiques et ne pas effrayer les syndicats ou les salariés. Il lui faut enfin et surtout trouver des acheteurs pouvant à la fois payer un prix élevé - c'est la logique des appels d'offres - et s'engageant à ne pas faire de réformes trop menaçantes pour l'emploi. Parmi les établissements français, les groupes mutualistes ont, de l'avis de Bercy, les mieux placés pour satisfaire toutes ces contraintes. Ce que conteste vivement la Société générale, éliminée de la course au rachat du CIC au profit du Crédit mutuel.

L'option mutualiste tient également compte des réalités du paysage financier français. Dans la banque comme dans l'assurance, les groupes mutualistes ou coopératifs s'imposent comme des piliers incontournables du système. Ils ont su cultiver mieux que tous les autres les liens avec leurs clients. Ils sont restés concentrés sur des métiers à faible risque. A quelques exceptions près, ils ne se sont pas dispersés dans l'immobilier. Ils ont donc accumulé des fonds propres, qu'ils n'ont pas reversés à leurs sociétaires. Ils ont aussi souvent bénéficié d'avantages accordés par l'Etat.

Aujourd'hui, ils pèsent aussi lourd que les banques ou les assu-

reurs classiques. Il était difficile, voire dommage, de les exclure de la restructuration du secteur financier, plaide-t-on à Bercy. Dans le cas du GAN, cela aurait ouvert la porte à des groupes étrangers, quelques semaines après la prise de contrôle des AGF par le groupe allemand Allianz. Groupama était le seul acheteur français parmi les cinq candidats intéressés par le GAN au départ et les deux retenus en finale. La difficulté, voire l'impossibilité, de trouver un acquéreur français pour le Crédit foncier de France le confirme.

A Bercy, on n'hésite pas en outre à évoquer l'exemple de deux mutualistes dont le succès n'est plus à démontrer : le Crédit agricole, l'un des premiers groupes bancaires mondiaux, et Axa, devenu numéro deux de l'assurance dans le monde. Si le premier a gardé, pour l'essentiel, son organisation coopérative, le second n'a plus grand-chose à voir avec une mutuelle d'assurances traditionnelle. Au contraire. Il n'a utilisé ses origines mutualistes que pour verrouiller son capital le temps de mener à bien, à coups d'acquisitions, une croissance audacieuse. Mais c'est en utilisant les méthodes les plus capitalistes qui soient qu'Axa a fait ses plus belles affaires et mis, notamment, la main sur la Compagnie du Midi ou sur l'UAP.

Ce modèle, Bercy aimerait sans aucun doute qu'il se reproduise autour du Crédit mutuel, de Groupama, puis peut-être, plus tard, d'une alliance coopérative de type Caisses d'épargne-Banques populaires. Mais le pari n'est pas gagné. Beaucoup estiment qu'il aurait pris moins de risque, dans le secteur bancaire, en favorisant tout de suite l'émergence d'un très grand groupe national, en vendant

le CIC à la Société générale par exemple. Pour devenir le champion qu'il est aujourd'hui, Axa a commencé sa mutation il y a presque vingt ans, sous la direction, très ferme et continue, de Claude Bébéar et de Claude Tendil. Quant au Crédit agricole, il a mûri pendant plusieurs années avant de se structurer autour d'une caisse nationale forte, qui n'a pas fait d'opération de croissance externe d'envergure avant l'acquisition d'Indosuez. Le Crédit mutuel, lui, est toujours tiraillé entre deux grandes fédérations, celle d'Alsace, actionnaire du CIC, et celle de Bretagne.

PROBLÈME D'IDENTITÉ

Les groupes mutualistes sont également confrontés à des problèmes d'identité. Leurs clients ont de plus en plus l'impression que « leurs » banques fonctionnent comme les autres banques, pour gagner de l'argent d'abord. Elles pratiquent souvent des tarifs intéressants, mais c'est autant pour satisfaire leurs clients-sociétaires que ceux qui ne le sont pas, et c'est surtout pour étendre leurs parts de marché et amortir plus vite leurs coûts. Les sociétaires risquent donc d'être tentés de réclamer une part de leurs profits, une part à laquelle ils auraient droit s'ils étaient actionnaires et non sociétaires. Les clients des sociétés de crédit hypothécaire mutuelles britanniques, comme ceux de Swiss Life, le candidat déçu au rachat du GAN, l'ont fait et ont poussé, à l'époque, les dirigeants de ces groupes à organiser leur démutualisation.

Le « modèle » mutualiste pose enfin un dernier type de question : ne retarde-t-il pas les groupes français dans la course européenne ? Aux Etats-Unis, en Aus-

tralie, en Grande-Bretagne ou en Suisse, pour être plus forts et plus efficaces, les groupes de banque et d'assurances constitués sous la forme de mutuelles se sont démutualisés et sont entrés en Bourse pour pouvoir lever des capitaux. Devenus capitalistes, ils peuvent envisager de grossir par fusion, en échangeant leurs actions avec un groupe de la même nationalité qu'eux ou entre européens, même si cela est encore très peu fréquent.

Les mutualistes, eux, doivent se contenter d'une stratégie de niche, nouer des accords commerciaux ou prendre des participations minoritaires. C'est ce qu'a fait le Crédit agricole, par exemple, en Italie. Géant mondial par le montant de ses fonds propres, géant en France par son poids sur le marché, le Crédit agricole est beaucoup moins imposant sur la scène internationale, même avec Indosuez. Axa a surmonté l'obstacle mais en abandonnant beaucoup de ce qui en faisait une mutuelle. Les autres mutualistes seront-ils capables de poursuivre leur expansion dans des marchés qui se mondialisent en conservant leur originalité initiale ?

Sophie Fay et Pascale Sauti

RECTIFICATIF

Le Monde 7.7.98 p. 13 Les socialistes européens à la recherche de l'Europe

« **POUR GOUVERNER l'Europe, il faudrait un projet pour l'Europe. Et je ne crois pas que nous ayons ce projet.** » Intervenant Jeudi 18 juin à Berlin, lors d'une réunion des socialistes et sociaux-démocrates européens, l'ancien chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, résumait bien le défi commun auquel la gauche européenne – comme la droite d'ailleurs – se trouve confrontée aujourd'hui. Comment, face à la globalisation, concilier l'élaboration d'un projet politique européen avec les spécificités nationales de chaque Etat de l'Union ? Alors qu'ils dirigent treize des quinze gouvernements de l'UE et qu'ils approchent la perspective des élections européennes de juin 1999, les socialistes du Vieux Continent ont de plus en plus conscience de la nécessité de relancer leur réflexion sur cette question centrale.

La prise de conscience est récente. Les initiatives se multiplient néanmoins. Le Parti des socialistes européens, qui regroupe leurs différentes formations, a ainsi engagé, le 12 juin à Bömmersvick, en Suède, une série de conférences destinées à débattre des thèmes aussi divers que l'emploi, la culture ou l'avenir de la social-démocratie en l'an 2000 en Europe. Pour définir un projet européen commun, les dirigeants socialistes se heurtent d'abord à leurs propres incertitudes. Chaque parti national reste traversé, sur cette question, par des courants très divers.

UNE ESPÈCE DE PATRIE

Au sein du Parti social-démocrate allemand par exemple, Gerhard Schröder navigue volontiers entre deux discours pour ne pas se laisser voler le thème national par la droite. Lors d'une récente discussion à laquelle il participait avec le philosophe Jürgen Habermas, le candidat-chancelier s'était fait remarquer par sa défense de l'Etat-nation : « **La politique européenne ne peut pas remplacer les politiques nationales** », avait-il répété à Berlin, en reconnaissant toutefois que l'Europe ne pouvait se limiter à être une simple zone de libre-échange. « **L'Europe est aussi une espèce de patrie, un cadre de références sociales et culturelles** », avait-il ajouté, avant de reprendre : « **L'introduction de l'euro a été une nécessité, il faut comprendre qu'elle a des conséquences politiques (...). L'union monétaire, dans sa logique, signifie aussi la mise en place d'une union politique.** »

Cette remarque ne peut que plaire à Oskar Lafontaine, le pré-

sident du parti, qui a veillé ces derniers mois à ce que le SPD affirme l'importance de la coordination des politiques économiques face à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Sur ce point, le SPD ne diverge guère du PS français. Depuis qu'il occupe la présidence de son parti, M. Lafontaine s'est d'ailleurs efforcé de reprendre avec les formations du sud de l'Europe un dialogue qui s'était étioilé, avec le PS français notamment. Les deux partis disposent aujourd'hui de deux groupes de travail, l'un sur l'économie, l'autre sur la politique étrangère et de sécurité, qui ont permis un rapprochement des positions.

Malgré les difficultés des socialistes européens à ajuster leurs traditions, l'aggravation du chômage a contraint leurs dirigeants à des rapprochements. C'est aux Suédois que l'on doit ainsi d'avoir insisté les premiers pour qu'un chapitre emploi soit inclus dans le traité d'Amsterdam. C'est Lionel Jospin qui a obtenu que la coordination des politiques de l'emploi ait un statut comparable à celui des politiques budgétaires dans le cadre de la monnaie unique.

Au-delà, « **l'euro nous entraîne dans une Europe d'une tout autre dimension** », reconnaissait à Bömmersvick le premier ministre suédois Persson, dont le gouvernement n'a pas, pour le moment, voulu adhérer à la zone euro. Cette conviction, partagée par les dirigeants britanniques eux-mêmes, traduit la prise de conscience des sociaux-démocrates d'avoir à sortir de la défense de leurs prés carrés nationaux s'ils veulent répondre aux préoccupations, sociales notamment, de leurs électeurs. « **Nous n'aurons pas d'excuses si l'Europe ne correspond pas à notre engagement** », a fait remarquer François Hollande, premier secrétaire du PS français à Berlin.

Les dirigeants socialistes soulignent qu'il ne suffit plus pour les générations d'aujourd'hui de présenter le projet européen comme un rempart contre la guerre, ou contre la dictature. Cette dimension demeure, comme l'a rappelé à Berlin le représentant du Parti social-démocrate croate. Mais il faut aller au-delà. « **Ces générations ne pourront être amenées à pratiquer la solidarité que si on réussit à les convaincre de sa raison d'être** », a expliqué M. Schröder, approuvé aussi bien par François Hollande que par le premier ministre portugais, M. Guterres. « **A nous de trouver des bases nouvelles** », a indiqué ce dernier en soulignant la difficulté des forma-

tions politiques à sortir du cadre de leurs débats nationaux. « **Dans les conseils européens, note le dirigeant portugais, chacun se réfère à sa propre société, à sa propre opinion publique. Cela pousse à un retour aux égoïsmes nationaux.** »

RÉGULER LE MARCHÉ

Comment sortir de ce dilemme ? La perspective de l'élargissement risque d'exacerber les tendances à la renationalisation des politiques européennes. Les socialistes européens se rendent compte que la globalisation rend cette renationalisation dangereuse s'ils veulent continuer à faire exister un modèle social européen spécifique. Souvent soupçonné d'être un peu

trop influencé par le néolibéralisme, M. Schröder a lui-même insisté à Berlin sur le danger de voir le modèle social européen tiré vers le bas si les pays de l'Union ne réussissent pas à se coordonner en matière fiscale et sociale face aux autres acteurs de la globalisation – les marchés financiers notamment. S'il n'est pas question pour les socialistes européens de revenir sur le rôle du marché, ils s'accordent de plus en plus néanmoins à reconnaître la nécessité de le réguler. Cette réponse, a admis le sénateur socialiste français Henri Weber, ne pourra prendre corps qu'au niveau européen.

Henri de Bresson

Les gens par Kerleroux

